

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°26-2024-169

PUBLIÉ LE 21 JUIN 2024

Sommaire

26_DDT_Direction Départementale des Territoires de la Drôme / Service Eaux Forêts Espaces Naturels

26-2024-06-20-00006 - définissant les secteurs de présence avérée de la loutre et du castor saison 2024-2025 annexe (3 pages) Page 3

26-2024-06-20-00007 - portant classement des ESOD (nuisibles du groupe 3) et les modalités de leurs destruction par les particuliers saison 2024-2025 (3 pages) Page 7

84_DRSP_Direction régionale des services pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes / Service du droit pénitentiaire

26-2024-06-17-00006 - Délégations de signature CE CP VALENCE - vote élections - 17-06-2024 (3 pages) Page 11

26_DDT_Direction Départementale des
Territoires de la Drôme

26-2024-06-20-00006

définissant les secteurs de présence avérée de la
loutre et du castor saison 2024-2025 annexe

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 20 JUIN 2024 DÉFINISSANT LES SECTEURS OÙ LA PRÉSENCE DE LA LOUTRE OU DU CASTOR D'EURASIE EST AVÉRÉE POUR LA SAISON 2024-2025

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur

VU l'article L 427-8 du code de l'environnement,

VU les articles R 427-6 et suivants du code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié, fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L 427-8 du code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2006 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage,

VU l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 pris pour application de l'article R 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classés nuisibles par arrêté du préfet,

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 pris pour application de l'article R 427-6 du code de l'environnement relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes, notamment son article 4,

VU l'arrêté ministériel du 5 mars 2019 modifiant l'arrêté du 12 août 1988 relatif à l'homologation des pièges et l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié, fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles, interdisant l'utilisation des pièges ayant pour effet d'entraîner la mort de l'animal par noyade,

VU le décret du président de la République du 13 juillet 2023 nommant monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2024 portant nomination de monsieur Pierre BARBÉRA en tant que Directeur Départemental des Territoires de la Drôme,

VU l'arrêté préfectoral n° 26-2024-04-26-00002 du 26/04/2024 portant délégation de signature à monsieur Pierre BARBÉRA, directeur départemental des territoires de la Drôme ;

CONSIDÉRANT l'avis du 16 mai 2024 de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage,

CONSIDÉRANT la consultation du public réalisée du 23/05/2024 au 12/06/2024 inclus, en application de l'article L 123-19-1 du code de l'environnement, et la synthèse des observations formulées à cette occasion,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de définir les secteurs où la présence de la loutre d'Europe et du castor d'Eurasie est avérée dans le département de la Drôme ainsi que le prescrit l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016, afin qu'il puisse être fait application de l'interdiction d'usage des pièges de catégorie 2 selon la définition qui en est donnée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007, aux abords des cours d'eaux et bras morts, marais, canaux, plans d'eau et étangs, jusqu'à la distance de 200 mètres de la rive, exception faite du piège à œuf placé dans une enceinte munie d'une entrée de onze centimètres par onze centimètres,

ARRÊTE

Article 1

Dans le département de la Drôme, les secteurs où la présence du castor d'Eurasie et/ ou de la loutre d'Europe (espèces protégées par la loi) est avérée sont reportés sur la carte annexée au présent arrêté.

En application des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 l'usage des pièges de catégorie 2 (pièges déclenchés par pression sur une palette ou par enlèvement d'un appât, ou tout autre système de détente, et ayant pour objet de tuer l'animal) est interdit sur les bords des cours d'eau et bras morts, marais, canaux, plans d'eau et étangs, jusqu'à une distance de 200 mètres de la rive dans les secteurs où le castor d'Eurasie et/ ou la loutre sont présents.

Toutefois cette interdiction ne s'applique pas au piège à œuf placé dans une enceinte munie d'une entrée de onze centimètres par onze centimètres.

Article 2

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont applicables du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025 inclus.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, par courrier postal (2 place de Verdun BP1135 _ 38022 GRENOBLE cedex 1) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » via le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la sous-préfète de l'arrondissement de DIE, le sous-préfet de l'arrondissement de NYONS, les maires, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale des finances publiques, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, les lieutenants de louveterie, les agents assermentés de la D.D.T et de l'office national des forêts, les agents de l'office français de la biodiversité, les gardes des réserves naturelles nationales, les gardes champêtres, les gardes particuliers assermentés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Il sera affiché dans toutes les mairies du département.

Fait à Valence, le 20 juin 2024
Pour le préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
signé
Pierre BARBÉRA

Annexe à l'arrêté du 20/06/2024 pris en application
de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 septembre
2016

Secteurs de présence du castor d'Eurasie 
et/ou de la loutre d'Europe en Drôme



0 10 20 km



Source :
- BDCARTHAGE : SANDRE
- ADMIN EXPRESS : IGN
- Secteurs de présence du castor d'Eurasie et/ou de la
loutre d'Europe : DDT26

26_DDT_Direction Départementale des
Territoires de la Drôme

26-2024-06-20-00007

portant classement des ESOD (nuisibles du
groupe 3) et les modalités de leurs destruction
par les particuliers saison 2024-2025

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 20 JUIN 2024 FIXANT LE CLASSEMENT DES ESPÈCES
SUSCEPTIBLES D'OCCASIONNER DES DÉGÂTS ET LEURS MODALITÉS DE DESTRUCTION
PAR LES PARTICULIERS POUR LA SAISON CYNÉGÉTIQUE 2024-2025**

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** les articles L 427-8, L 427-9, L 427-10 et R 422-88, R 427-5 à R 427-28 du code de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié, fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles,
- VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2006 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage,
- VU** l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 pris pour application de l'article R 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classés nuisibles par arrêté du préfet,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 pris pour application de l'article R 427-6 du code de l'environnement relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain,
- VU** le décret du président de la République du 13 juillet 2023 nommant monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2024 portant nomination de monsieur Pierre BARBÉRA en tant que Directeur Départemental des Territoires de la Drôme,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 26-2024-04-26-00002 du 26/04/2024 portant délégation de signature à monsieur Pierre BARBERA, directeur départemental des territoires de la Drôme ;
- VU** le rapport établi en 2018 par la D.D.T. et transmis aux membres de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage, (C.D.C.F.S.) portant sur les propositions de l'administration en matière de classement « nuisible » des espèces animales appartenant à la liste établie par l'arrêté ministériel du 3 avril 2012, dite du 3^o groupe,
- VU** l'avis du 16 mai 2024 de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- VU** la consultation du public réalisée du 23/05/2024 au 12/06/2024 inclus, en application de l'article L 123-19-1 du code de l'environnement, et la synthèse des observations formulées à cette occasion,
- CONSIDÉRANT** les dégâts importants aux cultures, occasionnés par les pigeons ramiers, notamment lors des semis de printemps (avril et mai), en particulier lors des deux semaines suivant le début de levée des cultures, (pois, féverole, tournesol, soja, maïs et autres céréales...), et qu'il y a motif à recourir à des modalités de tirs exceptionnelles au-delà du 31 mars sur cette espèce, les dispositifs d'effarouchement sonore ou visuel montrant rapidement leur limite (tolérance et accoutumance des oiseaux visés),
- CONSIDÉRANT** la dynamique locale des populations de pigeon ramier, l'état de conservation favorable de l'espèce dans la Drôme, et l'encadrement des tirs accordés aux seuls exploitants agricoles sur autorisation préfectorale préalable, qui ne sont pas de nature à provoquer un déclin de leurs effectifs présents en Drôme,

ARRETE

Article 1

Pour prévenir les dommages aux activités agricoles et en l'absence de solutions alternatives, les espèces suivantes sont déclarées comme étant susceptibles d'occasionner des dégâts dans le département de la Drôme pour la saison cynégétique 2024-2025 (du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025) :

Espèces	Lieux	Motifs
PIGEON RAMIER	Dans tout le département	En raison des dégâts causés aux cultures maraîchères, de maïs, de colza, de tournesol, de soja, de pois et féverole, de sorgho ou de céréales à paille en particulier.

Article 2

Le propriétaire, possesseur ou fermier procède personnellement aux opérations de destruction des animaux nuisibles, y fait procéder en sa présence ou délègue par écrit le droit d'y procéder.

Le permis de chasser valable est obligatoire pour la destruction à tir (article R 427-18).

Les oiseaux ne peuvent être détruits qu'à poste fixe matérialisé de main d'homme. Le tir dans les nids est interdit.

Pendant le temps où la destruction est permise, le transport des animaux morts des espèces nuisibles et régulièrement détruits est autorisé. Toutefois, concernant le pigeon ramier, les spécimens détruits ne peuvent être transportés qu'au domicile de l'auteur de la destruction ou de ses auxiliaires.

Article 3

Les animaux classés nuisibles dans le département peuvent être détruits dans les conditions spécifiques définies ci-dessous :

Espèces concernées	Lieux de destruction	Périodes autorisées	Conditions spécifiques
PIGEON RAMIER	Dans tout le département	De la date de clôture spécifique de la chasse au 31 mars inclus	A tir (par arme à feu ou arc de chasse) : sans formalité, à poste fixe matérialisé de la main de l'homme et uniquement pour les oiseaux se trouvant sur les parcelles de céréales à paille, de maïs, de colza, de tournesol, de soja, de pois et féverole ou de sorgho et les cultures maraîchères,
		Du 1 ^{er} avril au 31 juillet inclus	sur autorisation individuelle du Préfet (D.D.T.) à poste fixe matérialisé de la main de l'homme et uniquement sur les cultures de maïs, de tournesol, de soja, de pois ou de sorgho et autres cultures notamment maraîchères, endommagées par cette espèce, dès lors qu'il n'existe aucune autre solution satisfaisante.
		Toute l'année	A tir : par les agents assermentés au titre de la police de la chasse (article R 427-21)

Article 4

Les personnes chargées de la destruction à tir à poste fixe matérialisé de la main de l'homme doivent se rendre au poste ou le quitter le fusil démonté ou déchargé et placé dans un étui et l'arc débandé ou, pour les arcs à poulie, placés dans une housse fermée.

Les demandes d'autorisation de destruction à tir se font en ligne, par téléprocédure, sur le site « demarches-simplifiees.fr » (https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/2024_demande-d-autorisation-individuelle-de-destruction-des-corvides-et-pigeons-ramiers).

Le bilan des tirs se fait également en ligne, dans la téléprocédure par chaque bénéficiaire d'une autorisation, à partir du n° de dossier attribué automatiquement, dans les 10 jours au plus tard suivant l'expiration de l'autorisation de destruction accordée.

Article 5

Dans les réserves de chasse et de faune sauvage approuvées sont autorisées, dans les conditions suivantes sous réserve des dispositions du présent arrêté :

- la destruction à tir : toute l'année, sans formalité autre que celle d'obtenir la délégation écrite et préalable du titulaire du droit de destruction, par les agents assermentés au titre de la police de la chasse, par le titulaire du droit de destruction ou son délégué, porteur d'un permis de chasser valide et sur autorisation individuelle du Préfet (D.D.T.).

- le piégeage : uniquement à l'aide de pièges classés en catégories 1, 3 et 4 telles que définie à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié, relatif au piégeage des animaux classés nuisibles, l'agrément préfectoral du piégeur étant requis.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, par courrier postal (2 place de Verdun BP1135 _ 38022 GRENOBLE cedex 1) ou par

l'application informatique « Télérecours citoyens » via le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la sous-préfète de l'arrondissement de DIE, le sous-préfet de l'arrondissement de NYONS, les maires, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale des finances publiques, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, les lieutenants de louveterie, les agents assermentés de la D.D.T et de l'office national des forêts, les agents de l'office français de la biodiversité, les gardes des réserves naturelles nationales, les gardes champêtres, les gardes particuliers assermentés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Il sera affiché dans toutes les mairies du département.

Fait à Valence, le 20 juin 2024
Pour le préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
signé
Pierre BARBÉRA

84_DRSP_Direction régionale des services
pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes

26-2024-06-17-00006

Délégations de signature CE CP VALENCE - vote
élections - 17-06-2024

Ministère de la Justice

Direction interrégionale des services pénitentiaires Auvergne Rhône Alpes

Centre pénitentiaire de Valence

À VALENCE

Le 17 juin 2024

Arrêté portant délégation de signature

- Vu l'article R. 361- 3 du code pénitentiaire ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 12 juillet 2023 nommant Madame Franca ANNANI en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Valence.

Le chef de l'établissement du centre pénitentiaire de VALENCE

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Aude BOYER, Directrice des services pénitentiaires, au centre pénitentiaire de VALENCE à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues et définies à l'article R. 361-3 du code pénitentiaire.

Article 2 : à Mme Aude BOYER, Directrice des services pénitentiaires, au centre pénitentiaire de VALENCE assiste en tant que de besoin la cheffe de l'établissement du centre pénitentiaire de Valence dans les attributions pour lesquelles il a reçu délégation de signature à l'article 1^{er} de l'arrêté de la chef de l'établissement de centre pénitentiaire de VALENCE lui donnant délégation de signature.

Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Fait à VALENCE

Le 17 juin 2024

La cheffe d'établissement,
Franca ANNANI



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de la Justice

Direction interrégionale des services pénitentiaires Auvergne Rhône Alpes

Centre pénitentiaire de Valence

À VALENCE

Le 17 juin 2024

Arrêté portant délégation de signature

- Vu l'article R. 361-3 du code pénitentiaire ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 12 juillet 2023 nommant Madame Franca ANNANI en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Valence.

Le chef de l'établissement du centre pénitentiaire de VALENCE

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Elisabeth BORTOLIN, Directrice des services pénitentiaires, adjointe à la cheffe d'établissement du centre pénitentiaire de VALENCE à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues et définies à l'article R. 361-3 du code pénitentiaire.

Article 2 : Mme Elisabeth BORTOLIN, Directrice des services pénitentiaires, adjointe à la cheffe d'établissement du centre pénitentiaire de VALENCE assiste en tant que de besoin la cheffe de l'établissement du centre pénitentiaire de Valence dans les attributions pour lesquelles il a reçu délégation de signature à l'article 1^{er} de l'arrêté de la cheffe de l'établissement de centre pénitentiaire de VALENCE lui donnant délégation de signature.

Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Fait à VALENCE

Le 17 juin 2024

La cheffe d'établissement,
Franca ANNANI



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de la Justice

Direction interrégionale des services pénitentiaires Auvergne Rhône Alpes

Centre pénitentiaire de Valence

À VALENCE

Le 17 juin 2024

Arrêté portant délégation de signature

- Vu l'article R. 361- 3 du code pénitentiaire ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 12 juillet 2023 nommant Madame Franca ANNANI en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Valence.

Le chef de l'établissement du centre pénitentiaire de VALENCE

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Eric DUPLAN, chef de détention au centre pénitentiaire de VALENCE à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues et définies à l'article R. 361-3 du code pénitentiaire.

Article 2 : Monsieur Eric DUPLAN, chef de détention au centre pénitentiaire de VALENCE assiste en tant que de besoin la cheffe de l'établissement du centre pénitentiaire de Valence dans les attributions pour lesquelles il a reçu délégation de signature à l'article 1^{er} de l'arrêté de la chef de l'établissement de centre pénitentiaire de VALENCE lui donnant délégation de signature.

Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Fait à VALENCE

Le 17 juin 2024

La cheffe d'établissement,
Franca ANNANI